

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE N° 002DGA/SS/DAPS/2024

portant autorisation d'ouverture d'un Service d'Aide et d'Accompagnement à domicile (SAAD) pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, par l'association Baraka « SAAD Lagon ».

==

Le Président du Conseil Départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF) ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) ;

Vu la délibération n° DL_AP2021_0197-C du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 274/MCGVI/CD/2022 du 19 août 2022 portant délégation de signature à Madame Christiane AYACHE, Directrice Générale des Services du Conseil départemental ;

Vu l'arrêté N° 009DGA/PS/DPS/2022 du 11 novembre 2022 portant autorisation de création d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile pour les personnes âgées et les personnes handicapées, par l'association Baraka « SAAD Lagon » ;

Considérant l'avis favorable de la visite de conformité en date du 07 mars 2024 ;

Sur proposition de la Directrice Générale des Services du département ;

ARRETE

Article 1 : l'autorisation d'ouverture d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap est accordée à l'association Baraka pour son « SAAD Lagon ». Elle sera effective à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 : L'opération doit faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la date de réception de la notification d'autorisation par l'association. Passé ce délai, l'autorisation est réputée caduque.

Article 3 : La présente autorisation est soumise aux dispositions réglementaires prévues par l'article L312-8 du CASF.

Article 4 : Les recours éventuels contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : La Directrice Générale des Services, Monsieur le Président de l'association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département, et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Mamoudzou, le 11 mars 2024

Le Président du Conseil départemental
Pour le Président du Conseil Départemental

et par délégation

Le 7ème Vice-président

Madi Moussa VELOU